



APPEL A PROJETS
Dans le cadre du Programme de Développement Rural
de La Réunion 2014-2020

Mesure 7 : Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

Type d'opération :
Animation des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques MAEC

Référence réglementaire	Programme de développement Rural de La Réunion 2014-2020
Mesure concernée	Mesure 7 : Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales
Sous-mesure :	7.6. : Aide aux études et investissements liés à l'entretien, à la restauration et à la réhabilitation du patrimoine culturel et naturel des villages, des paysages ruraux et des sites à haute valeur naturelle, y compris les aspects sociaux-économiques, ainsi qu'aux actions de sensibilisation environnementale
Type d'opération	7.6.3. : Animation des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques - MAEC
Date de lancement de l'appel à projets	7/03/2017
Date de clôture	14/04/2017 à 12h

Le type d'opération a pour objectif de mettre en œuvre une animation ciblée sur les MAEC afin d'avoir une politique agro-environnementale efficiente permettant d'initier une réelle dynamique collective permettant d'une part un niveau d'engagement contractuel élevé et d'autre part un impact fort sur l'environnement.

L'objectif est de permettre aux nouvelles pratiques induites par les MAEC d'être pérennisées au-delà des 5 années d'engagement et de maintenir ainsi leurs bénéfices sur des secteurs à forts enjeux environnementaux.

APPEL A PROJETS
Dans le cadre du Programme de Développement Rural
de La Réunion 2014-2020

Dispositif d'aide 7.6.3 :
Animation des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques
MAEC

1 Contexte

Contexte réglementaire

Sur la base du règlement UE n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, le Programme de Développement Rural de La Réunion (PDRR), décline sur la période 2014-2020 l'intervention de l'Europe, de l'État, de la Région et du Conseil départemental en matière de soutien aux politiques de développement agricole et rural.

Sur une enveloppe communautaire allouée à la France de 9.9 milliards d'euros, le PDR de La Réunion bénéficie de 385,5 millions d'euros de crédits Feader.

En y ajoutant les financements nationaux, ce sont 514 millions d'euros d'aide publique qui bénéficieront ainsi aux territoires ruraux de La Réunion entre 2014 et 2020.

Contexte agricole – Le PRAAD

En 2013, le partenariat agricole réunionnais, sur la base des travaux révisant les Cahiers de l'Agriculture portés par le Conseil Départemental et le Plan Régional d'Alimentation et d'Agriculture Durable (PRAAD), validait les orientations stratégiques en matière de développement agricole et rural à l'horizon 2020.

Ce dernier a été approuvé par la Commission de Développement et d'Orientation Agricole (CDOA) en séance plénière le 25 juin 2014 et a fait l'objet d'une présentation à l'ensemble des partenaires agricoles de l'île le 27 juin 2014 au Conseil Départemental.

Le document est consultable sur le site internet de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Réunion à l'adresse :

<http://daaf.reunion.agriculture.gouv.fr/>

Le PRAAD reprend les orientations stratégiques de chaque filière agricole en définissant un plan d'actions à conduire de façon prioritaire pour accompagner efficacement le développement attendu en 2020. Le développement et la promotion des MAEC constitue un facteur de réussite dans l'atteinte des objectifs de développement équilibrés visés par le PRAAD, dans le respect des enjeux environnementaux de la Réunion.

2. Objectifs de l'appel à projets

Les mesures agro-environnementales et climatiques constituent un des outils majeurs pour accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des pressions environnementales identifiées et pour maintenir les pratiques favorables en lien avec des enjeux environnementaux ciblés là où il existe un risque de disparition ou de modification des pratiques.

Une animation ciblée sur les MAEC est indispensable afin de mener à bien une politique agro-environnementale. Cette animation est nécessaire pour initier une réelle dynamique collective, cette dynamique permettant un niveau d'engagement élevé et *in fine* un impact sur l'environnement plus fort. L'animation est identifiée comme un facteur déterminant pour la réussite de la mise en œuvre des MAEC à la Réunion.

L'enjeu de cette mesure est de répondre aux besoins identifiés par l'analyse AFOM du PDRR, notamment :

- Maintenir et renforcer des systèmes de culture et des pratiques agricoles favorables à la préservation de la biodiversité et des paysages
- Améliorer la qualité des ressources en eau dans les bassins versants prioritaires
- Lutter contre l'érosion et renforcer la fertilité des sols

Le dispositif d'aide « Animation des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques - MAEC » de la sous-mesure 7.6 du PDRR 2014/2020, objet du présent appel à projets, vise à conduire des actions en vue de la mise en place et de la poursuite de mesures agro-environnementales et climatiques.

L'animation peut se faire sur l'ensemble du territoire de la Réunion, ou bien peut concerner un secteur plus restreint, identifié et/ou « labellisé » et porteur d'enjeu(x) environnemental(ux) reconnus.

3. Enjeux visés par l'appel à projets :

Le présent appel à projets concerne l'animation et la promotion des MAEC portant sur les enjeux environnementaux suivants :

1. « Biodiversité »
2. « Eau »
3. « Sols ».

4. Types d'action relevant du dispositif d'aide « Animation des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques - MAEC »

Les projets d'animation devront être construits et présentés comme mentionné ci-dessous (fiches annexées) :

- **Élaboration** des MAEC en partenariat avec les acteurs identifiés,
- **Information, communication et sensibilisation** des exploitants aux dispositifs proposés, cette information se déploie à deux échelles :
 - à l'échelle collective avec l'organisation de réunions publiques, la diffusion de documents d'information, etc.
 - à l'échelle individuelle avec la rencontre de chaque exploitant pour appréhender sa situation personnelle et répondre à ses interrogations ;
- **Assistance** aux soumissionnaires potentiels lors de la phase d'engagement et appui pour le dépôt de la demande,
- **Suivi et évaluation** de la politique agro-environnementale objet de l'animation :
 - suivi technique des résultats des exploitations engagées
 - bilans d'activité et restitution annuels
 - organisation de journées d'échange sur certaines pratiques agricoles
 - travail de concertation
 - travail d'interface avec les services administratifs, les financeurs

5. Bénéficiaires de la mesure

Peuvent bénéficier de ce financement, les opérateurs agro-environnementaux tels que : collectivités locales et leurs groupements (EPCI, syndicats mixtes), établissements publics, associations, chambre d'agriculture, parc national, coopératives ou autres opérateurs économiques, groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE).

6. Conditions d'éligibilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire devra :

- s'engager dans un contrat d'objectifs annuels ou pluriannuels ;
- attester des moyens et de la qualification requise de son personnel pour assurer la prestation de services d'animation des MAEC ;
- s'engager au travers d'un réseau de veille et d'échange d'informations à maintenir son personnel formé et informé afin de répondre à l'évolution de la réglementation et des besoins des exploitations agricoles en matière de MAEC ;
- répondre spécifiquement aux enjeux environnementaux par sa prestation d'animation.

7. Publics cibles

Les actions sont menées au profit des professionnels des secteurs de l'agriculture, en particulier les exploitants et les salariés agricoles.

8. Dépenses éligibles

Sont éligibles les coûts d'organisation, de coordination, de mise en œuvre et d'évaluation des différentes interventions décrivant ce type d'opération, notamment :

- Les salaires du personnel plafonnés selon un critère de qualification de la ressource humaine mobilisée ;
- les frais de déplacement dévolus à ces personnels durant les actions d'animation des MAEC ;
- les coûts relatifs à la mise en place d'actions de communication et d'échange à destination des agriculteurs ;
- les autres frais indirects rattachés au frais des personnels concernés, dans la limite de 15% des coûts salariaux retenus.

9. Taux d'aide publique :

Le taux d'aide publique est défini comme le rapport :

$$\frac{\text{total des cofinancements (part nationale + FEADER)}}{\text{dépenses éligibles retenues.}}$$

Le taux d'aide publique sera de 100 %.

Le cofinancement est le suivant : part nationale 25% – FEADER 75%

10. Retrait des dossiers et dépôt des projets

L'appel à projets est ouvert à partir de la publication de l'avis sur les sites internet de la DAAF de la Réunion et du Conseil Départemental. Il sera clos de droit au 14 avril 2017 à 12h00, date et heure limites de dépôt des dossiers.

Le formulaire de demandes d'aide relatif au présent appel à projets est disponible à l'adresse suivante :

DAAF
Pôle Europe et Financement
Parc de La Providence
97489 SAINT-DENIS CEDEX
Tél :0262 30 89 89

Sites internet:
daaf.reunion.agriculture.gouv.fr

ou

cg974.fr/feader

Le présent cahier des charges rassemble l'ensemble des informations utiles relatives à l'appel à projets.

Les envois mentionneront l'intitulé de l'appel à projets ainsi que, le territoire et le ou les enjeux environnementaux concernés.

Les réponses, format papier et numérisé, doivent parvenir, au plus tard le 14 avril 2017 à 12h, sous plis cacheté **en 2 exemplaires revêtus des signatures originales** à la :

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Forêt de La Réunion
Pôle Europe et Financement
Parc de La Providence
97489 SAINT-DENIS CEDEX

La réponse doit comprendre :

- La demande signée du représentant légal du porteur du projet incluant une description complète du projet,
- Les 4 fiches complétées figurant en annexe.

La DAAF délivrera un Accusé de Réception de la demande d'aide.

Attention : l'accusé de réception de la demande d'aide ne vaut en aucun cas engagement de l'attribution d'une subvention, toutefois elle permettra d'établir une date d'éligibilité des dépenses le cas échéant où la proposition du pétitionnaire sera retenue et validée par les instances compétentes.

11. Examen de l'admissibilité des candidats :

Le service instructeur se prononcera dans un premier temps sur l'éligibilité du demandeur en termes de compétence dans le domaine de l'agro-environnement.

12. Sélection des projets

Une sélection est ensuite mise en place afin de retenir les dossiers répondant le mieux au présent appel à projets.

La sélection sera faite sur la base de 2 principes et 4 critères :

Principes de sélection	Critères de sélection (critères cumulatifs)	Conditions de notation	Points
Compétences agro-environnementales du porteur de projet et ses connaissances du territoire et des filières agricoles	Le dossier déposé démontre les compétences agro-environnementales du porteur de projet	oui	5
		partiellement	2,5
		non	0
	Le dossier déposé démontre la connaissance du territoire et des filières agricoles à la Réunion	oui	5
		partiellement	2,5
		non	0
Capacités (techniques, compétences, savoir, savoir-faire, matériels ou encore humaines, communication) du prestataire à assurer la mission d'animation des MAEC et méthodologie proposée	Note technique montrant les dispositions du prestataire, en termes de diagnostic territorial agro-environnemental, de savoir faire humain et moyens matériels, afin de répondre à l'animation des MAEC	Cohérent	5
		Cohérence mais à renforcer	2,5
		Pas de cohérence	0
	Partenariat et collaboration développés afin d'assurer la mission	Pertinent	5
		Pertinence à renforcer	2,5
		Non pertinent	0
		Total	

* Nota : La somme des notes obtenues conduit à une note comprise entre 1 à 20 attribuée par le service instructeur. Tout projet dont la note est strictement inférieure à 11 sur 20 sera écarté après validation de l'Autorité de Gestion.

La sélection proposée par le service instructeur sera présentée au Comité Local de Suivi pour avis.

Après décision de l'autorité de gestion, le bénéficiaire recevra une ou plusieurs décisions juridiques attributives de subvention ou une lettre indiquant que la demande est rejetée, ainsi que le motif de rejet.

13 . Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses seront éligibles dès le lendemain de la date limite de remise des projets et durant toute la période couverte par le contrat d'objectif pluriannuel de 3 ans, soit du 15 avril 2017 au 15 avril 2020.

14. Période de réalisation des projets

Dans le cadre du présent appel à projet, les actions : ***Information, communication et sensibilisation, Assistance, Suivi et évaluation***, seront réalisées durant toute la période couverte par le contrat d'objectifs.

Les actions concourant à ***l'Élaboration*** de nouvelles MAEC, devront être réalisées au plus tard au 31 décembre 2017, de façon à pouvoir les intégrer dans le PDRR lors de sa révision à mi-parcours.

15. Engagements du bénéficiaire

Ils sont précisés sur le formulaire de demande et seront traduits en contrats d'objectifs.

16. Modification du projet

Le bénéficiaire ne peut pas modifier son projet sans avoir préalablement informé le service instructeur. Dans le cas contraire, le bénéficiaire s'expose à un refus de paiement pour non conformité de réalisation au projet initial.

Toute modification de l'équilibre entre les différents postes de dépenses de plus de 20% doit faire l'objet d'une validation préalable par le service instructeur. Les modifications apportées au projet peuvent donner lieu à une modification de la décision attributive initiale.

17. Évaluation et pilotage des actions

Les actions retenues seront évaluées annuellement par secteur, à l'initiative de l'organisme intervenant sur le secteur, par un comité de pilotage réunissant l'ensemble des partenaires concernés.

18. Renseignements complémentaires

Pour toute demande, transmettre un message à :

sti.daaf974@agriculture.gouv.fr avec intitulé de « l'appel à projet » ainsi que la filière et le(s) enjeu(x) environnemental(aux) concerné(s),

19. Documents annexés

- formulaire de demande
- fiche « Élaboration »
- fiche « Information, communication et sensibilisation »
- fiche « Assistance »
- fiche « Suivi et évaluation »